



**PRÉFET  
DU TERRITOIRE  
DE BELFORT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne – Franche-Comté**

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL N° 90-2025-03-24-00004 du 24 mars 2025  
N° 70-2025-03-24-00004 du 24 mars 2025**

**Portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Granulats De  
Franche-Comté (GDFC) pour exploiter des installations classées sur les communes de  
BANVILLARS et de BREVILLIERS**

**LE PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

**VU**

- le code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret du 1<sup>er</sup> octobre 2021 nommant monsieur Renaud NURY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, Mme Annick PÂQUET ;
- le décret du 06 novembre 2024 nommant monsieur Alain CHARRIER en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

- l'arrêté interpréfectoral modifié n°200312092335 du 9 décembre 2003 autorisant la SAS HOLCIM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches calcaires sur les territoires des communes de Banvillars et de Brevilliers ;
- l'arrêté interpréfectoral de prescriptions complémentaires n°200801240115 du 24 janvier 2008 autorisant la société Granulats de Franche-Comté (GDFC) à se substituer à la SAS HOLCIM GRANULATS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches calcaires sur les territoires des communes de Banvillars et de Brevilliers ;
- l'arrêté interpréfectoral de prescriptions complémentaires n°70-2023-04-04-00011 du 4 avril 2023 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Granulats de Franche-Comté (GDFC) pour exploiter des installations classées sur les territoires des communes de Banvillars et de Brevilliers.
- l'arrêté préfectoral n° 70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme PÂQUET Annick, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- l'arrêté préfectoral n° 90-2024-11-25-00002 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Renaud NURY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;
- la demande de modifications des installations datée du 11 décembre 2023, complétée le 12 novembre 2024 puis le 13 janvier 2025, déposée par la société Granulats de Franche-Comté (GDFC) ;
- le courriel du 27 janvier 2025 au travers duquel, l'exploitant sollicite une correction de la demande du 11 décembre 2023 susvisée pour fixer le tonnage annuel des terres admises sur le site à 20 000 tonnes ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 14 février 2025, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- l'absence d'observations formulées par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

#### CONSIDÉRANT

- que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté interpréfectoral du 9 décembre 2003 ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société GDFC portent sur :
  - ° une nouvelle activité permanente de transit et de tri granulométrique (criblage) et analytique de terres excavées non inertes, relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
  - ° à la suite du tri et des analyses, les fractions de terres respectant les valeurs limites fixées par l'arrêté interpréfectoral de prescriptions complémentaires du 4 avril 2023 susvisé sont utilisées pour le remblaiement de la carrière.
- que les modifications de l'installation envisagées par la société GDFC ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

- que les modifications ne sont alors pas jugées substantielles, en application de l'article R. 181- 46 du code de l'environnement ;
- que, pour la protection des eaux souterraines et superficielles, au regard des substances susceptibles d'être présentes dans les terres excavées non inertes réceptionnées, et d'après les éléments transmis par le pétitionnaire dans son dossier de demande, il convient de renforcer la liste des paramètres à analyser dans les eaux avant rejet au milieu naturel fixés par l'article 5.3 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé ;
- qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 09 décembre 2003 susvisé concernant cette nouvelle activité de tri et transit relevant de la rubrique 2716 ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône et du sous préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET

La société GDFC (SIRET 482 865 136 00022) dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin 21300 CHENOVE, qui est autorisée à exploiter la carrière de Banvillars et Brévillers, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 : NOUVELLE ACTIVITÉ DE TRI ET TRANSIT DE DÉCHETS NON DANGEREUX

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interpréfectoral du 9 décembre 2003 susvisé sont remplacées par le texte suivant :

« Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/E/D (*)	Nature et volume des activités
<b>2510-1</b>	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 de la rubrique 2510.	<b>A</b>	<p><b>Extraction à sec et à ciel ouvert de matériaux issus de roches massives calcaire</b></p> <p><b>Emprise totale :</b> 11 ha 82 a 21 ca</p> <p><b>Extraction moyenne :</b> 200 000 t/an</p> <p><b>Extraction maximale :</b> 350 000 t/an</p>
<b>2515-1a</b>	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange	<b>E</b>	<p><b>Installations de concassage criblage</b></p> <p>Puissance = 570 kW</p>

	de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.  La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.		
<b>2716</b>	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>DC</b>	<b>Aire de transit et de tri mécanique (criblage) de terres et cailloux non inertes</b> Volume maximal = 990 m <sup>3</sup>
(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (Contrôle périodique)			

### ARTICLE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ACTIVITÉ DE TRI ET TRANSIT DE TERRES EXCAVÉES NON INERTES

L'exploitation de la nouvelle activité soumise à la rubrique 2716 doit être conduite, et les installations disposées et aménagées, conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande susvisé, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires à la réglementation et à l'arrêté interpréfectoral du 9 décembre 2003 susvisé et modifié par le présent arrêté.

À la suite de l'article 29 de l'arrêté interpréfectoral du 9 décembre 2003 susvisé, est inséré l'article 29 bis suivant :

#### « ACTIVITÉ DE TRI ET TRANSIT DE TERRES EXCAVÉES NON INERTES

#### ARTICLE 29 BIS – DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ACTIVITÉ DE TRI ET TRANSIT DE TERRES EXCAVÉES NON INERTES

##### Nature, quantité et origine des déchets admis

Les déchets admis pour l'activité de transit et tri mécanique (criblage), relevant de la rubrique 2716, sont exclusivement des terres excavées non dangereuses (code déchet : 17 05 04).

La quantité maximale de terres admises sur le site est de 20 000 tonnes par an.

Les terres proviennent principalement d'un rayon de 30 kilomètres autour du site.

### **Procédures d'acceptation et d'admission**

Les déchets font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable et d'une procédure d'admission, conformément à l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé.

À leur arrivée sur le site, les déchets font l'objet de contrôles visuels, organoleptiques et de non-radioactivité. Un portique de détection de la radioactivité est mis en place à l'entrée du site.

Dès leur admission sur le site, dans l'attente du criblage, les déchets sont stockés temporairement par lots, identifiés et bâchés, sur l'aire étanche dédiée. Ils font alors systématiquement l'objet d'un échantillonnage, par lot de 250 m<sup>3</sup> maximum, en vue de l'analyse de non-dangereuxité par un laboratoire accrédité. Seuls les lots de déchets non dangereux sont admis sur le site pour être triés mécaniquement.

### **Prévention des impacts sur les eaux souterraines**

Les opérations de criblage et le stockage des terres ont lieu sur une aire étanche reliée à un décanteur-déshuileur par un point bas. Les eaux de ruissellement ainsi collectées sont dirigées vers un bassin de rétention, associé à un bassin d'orage. Les justificatifs du dimensionnement de ces bassins sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Avant tout rejet au milieu naturel, les eaux font l'objet d'analyses sur les paramètres listés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° [...] 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avant tout rejet au milieu naturel, les eaux font l'objet d'un traitement permettant le respect des valeurs limites fixées par ce même article.

### **Prévention des émissions de poussières**

Une brumisation est mise en place lors des campagnes de criblage pour éviter l'envol de poussières. L'eau utilisée provient du bassin de rétention collectant les eaux de ruissellement de la plateforme étanche.

### **Contrôle et devenir des déchets triés mécaniquement**

Une fois criblés, les déchets sont analysés par lot de 100 m<sup>3</sup>, selon les paramètres suivants :

- paramètres fixés par l'arrêté interpréfectoral de prescriptions complémentaires du 4 avril 2023 susvisé ;
- toute autre substance identifiée par le producteur ou portée à la connaissance de l'exploitant.

Les lots de déchets respectant les valeurs limites fixées par l'arrêté interpréfectoral de prescriptions complémentaires du 4 avril 2023 susvisé peuvent être utilisés pour le remblaiement de la carrière.

Les lots de déchets ne respectant pas les valeurs limites précitées sont évacués vers une installation de traitement dûment autorisée à les prendre en charge au titre du code de l'environnement. Ils sont orientés vers la filière de traitement adaptée en tenant compte de la hiérarchie des modes de traitement et le principe de proximité géographique prévus à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

### **Tracabilité**

L'exploitant tient à jour les registres suivants :

- registre des entrées et sorties des déchets, conformément aux articles R 541-43 et suivants du code de l'environnement ;
- registre de suivi du tri mécanique (criblage) comprenant notamment les informations suivantes :
  - La description du lot traité (provenance, quantité, qualité, etc...)
  - La date de criblage ;
  - Le ratio passant/refus ;
  - Les résultats d'analyses réalisées préalablement et à l'issue du criblage ;
  - Les quantités associées ;
  - La destination des terres ;
  - La date d'évacuation vers l'aire de réexpédition ou de centres de traitement agréés.

Ces registres sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

### **ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société GDFC, dont le siège social est situé au 9 rue Paul Langevin 21300 CHENOVE.

### **ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

## ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Haute-Saône, le secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Banvillars et le maire de Bréviliers sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le Préfet du Territoire de Belfort,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Renaud NURY

Le Préfet de la Haute-Saône,

Le Préfet,  
par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Annick PÂQUET

Pointe à Pitre - France  
Le 26 octobre 1961